

Questions orales

J'ai déjà dit que je ferais une déclaration à la Chambre des communes, et avant l'ajournement pour les vacances d'été. Dès que j'aurai convenu d'une date, je la communiquerai à la Chambre. Je ferai ma déclaration ici même, et le député pourra y répondre à cette occasion.

M. Wilson: Madame le Président, j'ai été en rapport toute ma vie avec le marché. Je mesure l'ampleur des répercussions de cet état d'incertitude sur le marché et sur le dollar canadien. Si quelqu'un s'est montré naïf ici à la Chambre, c'est bien mon collègue qui est là-bas en face de moi en ce moment.

Des voix: Bravo!

L'AMPLEUR DU DÉFICIT DU GOUVERNEMENT

L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre): Madame le Président, il se peut que l'ampleur du déficit budgétaire, maintenant estimé à entre 16 et 20 milliards de dollars, importe peu au ministre, mais elle importe aux Canadiens. Elle importe aux petits entrepreneurs, et aux propriétaires qui doivent renouveler leurs hypothèques. Quand le ministre nous fera-t-il une déclaration pour donner aux Canadiens une idée de l'importance du déficit de sorte qu'ils puissent comprendre la portée qu'il aura sur les taux d'intérêt et la valeur du dollar canadien?

• (1420)

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, le député a posé la même question trois fois et la réponse demeure la même. Je ferai cette déclaration à la Chambre des communes avant l'ajournement pour le congé d'été. Comme délai, c'est donc plutôt précis vu que nous sommes aujourd'hui le 16 juin. Le député... de toute manière je n'en dirai pas davantage sur sa compréhension profonde du marché.

ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE PRENDRE DES MESURES POUR FAIRE RENAÎTRE LA CONFIANCE

M. Don Blenkarn (Mississauga-Sud): Madame le Président, ma question s'adresse également au ministre des Finances. Il sait que le niveau de confiance est plus bas que jamais. Il sait aussi que les obligations qu'il a émises hier se vendent mal et que leur taux a dépassé 16 p. 100. Malgré cela, ces obligations en eurodollars n'arrivent plus à se vendre. On a perdu confiance.

Quand le ministre va-t-il prendre des mesures pour faire renaître la confiance dont les Canadiens ont besoin pour leurs entreprises, leur avenir et leur pays? Quand fera-t-il quelque chose pour que nous espérons en l'avenir?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, le député parle de confiance. J'admets que la foi en l'avenir du pays est très importante dans les circonstances actuelles. Mais peut-être doit-il lui-même admettre qu'il a la responsabilité de ne pas

ébranler cette confiance. Je pense qu'il l'a ébranlée en laissant entendre que d'une certaine façon l'accueil peu favorable réservé aux obligations était attribuable à la politique canadienne. La situation est essentiellement attribuable à une certaine nervosité sur les marchés qui étaient grandement influencés par des changements dans les prix des obligations américaines. On m'a dit qu'il ne sera pas difficile de vendre le reste des obligations. Cela devrait aider le député à avoir aussi confiance que moi dans l'avenir du pays.

M. Blenkarn: Madame le Président, le ministre a blâmé les Américains et maintenant il rend l'opposition responsable de la politique financière. Je me demande quand enfin il regardera dans la bonne direction.

ON DEMANDE D'AIDER LES ENTREPRISES ET LES AGRICULTEURS

M. Don Blenkarn (Mississauga-Sud): Madame le Président, je voudrais poser ma question au ministre des Finances. D'après les prévisions, à supposer qu'elles soient exactes, les besoins de trésorerie pourraient atteindre 13 voire 16 milliards cette année, ce qui propulserait les taux d'intérêt à des niveaux incroyables. Cela étant, que propose le ministre pour secourir les agriculteurs, les petites et même les grandes entreprises? La semaine dernière, au comité chargé d'enquêter sur les bénéfices des banques, on nous a dit que l'association des sociétés de fiducie s'effondrerait probablement si les taux d'intérêt se maintenaient à ce niveau au Canada. Quelle est la réponse du ministre à ces problèmes?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, le député fonde sa question sur des hypothèses. Il prévoit une conjoncture fiscale et financière qui n'a pas encore été dévoilée à la Chambre. Je me propose d'en faire un exposé détaillé. Quand l'information sera disponible, et elle le sera, il sera alors possible de répondre à la question du député.

LA DÉCLARATION QU'AURAIT FAITE LE PREMIER MINISTRE À LA RÉUNION DU CAUCUS LIBÉRAL

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Madame le Président, j'ai une question pour le premier ministre, mais auparavant je voudrais signaler au ministre des Finances que la dernière personne...

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Règlement!

Mme le Président: Le député sait qu'il doit se dispenser de parler des réponses.

M. Broadbent: Madame le Président, les interpellations montrent clairement que les libéraux se croient encore à la réunion de leur caucus.

M. Andre: Vous perdez du temps, Ed!